

M. CANNON: Et vous en avez fait un joli gâchis.

Le très hon. M. MEIGHEN: Pardon? Je n'ai pas compris. L'honorable député ne veut pas répéter ce qu'il a dit. Pendant le discours de l'honorable député de Winnipeg-Nord, j'examinais la droite de la Chambre. J'ai entendu les allusions qu'il a faites à l'histoire des chemins de fer dans le pays. Je l'ai entendu dire que l'ancien gouvernement avait trouvé sur le seuil de sa porte des chemins de fer en banqueroute, des chemins de fer qu'il a décrits comme des orphelins affamés et émaciés. Pendant qu'il parlait, j'ai vu un sourire sur la figure de quelques députés et au moins une lueur d'approbation, mais une grimace de mécontentement s'est montrée sur la figure de certains autres. J'ai cru que j'aimerais à entendre certaines des conversations particulières échangées entre le député de Winnipeg-Nord et d'autres députés quand ils sont sortis de la Chambre. Mais il a néanmoins dit la vérité. Le dernier gouvernement s'est trouvé à hériter de toutes les erreurs commises au pays en matière de chemins de fer et de toutes les conséquences qui en résultent. L'ancien gouvernement s'est trouvé à la tête de quatre ou cinq mille milles, plutôt six mille milles de chemins de fer prématurément construits.

Le dernier gouvernement s'est trouvé le créancier hypothécaire de chemins de fer mal conçus, pourvus de pentes ou de rampes beaucoup plus douces qu'il n'était nécessaire et très en avance des besoins de la nation. Le gouvernement précédent s'est trouvé à administrer les affaires d'un pays qui avait en trop 4 à 6 milliers de milles de chemins de fer et à devenir créancier hypothécaire de ces lignes lorsque l'administration privée avait irrémédiablement failli par suite des erreurs des lanceurs du projet dont le ministère précédent, le gouvernement Laurier, avait été le coadjuteur et le coopérateur. L'ancien gouvernement a pris cette initiative afin de protéger notre position de créanciers hypothécaires et de nous protéger nous-mêmes comme possesseurs inévitables de lignes nombreuses et presque improductives—de lignes dont nous ne pourrions pas éviter de devenir les possesseurs et afin de rendre possible l'exploitation profitable de ce parcours, par l'acquisition des réseaux dont ces lignes étaient destinées à former partie intégrante. Maintenant, notre pays est chargé du fardeau d'un nombre exagéré de milles de chemins de fer dont l'exploitation ne pourrait jamais être profitable, administrés par le Gouver-

[Le très hon. M. Meighen.]

nement ou par une compagnie comme réseaux districts. Nous avons maintenant grâce à cette centralisation un excellent système de transport; dans l'est du Canada, et, dans l'Ouest, le plus beau assurément. Nous possédons un réseau de prodigieuse étendue, mais complet par lui-même; un réseau, surchargé, je le reconnais, par des transcontinentaux prématurément établis, qui n'auraient jamais dû être conçus et auxquels le pays a été irrévocablement engagé par le gouvernement qui nous a précédé et qui sont nécessairement condamnés à des déficits pendant des années à venir. Mais nous avons un véritable réseau de chemin de fer. Nous avons aujourd'hui un réseau dont le peuple peut être fier, pour lequel il peut avoir de l'espoir et qui peut arriver à la solvabilité et aux surplus plus tôt qu'il n'aurait été possible si on avait adopté une autre ligne de conduite. Certains députés parlent de le remettre entre les mains de l'exploitation privée. Qu'ils fassent connaître leurs propositions. Les honorables députés d'en face sont élus par les adversaires de la nationalisation des chemins de fer dans ce pays et ils savent ce que cela représente. Ils savent quels étaient leurs auxiliaires dans la dernière campagne. Ils savent que les intérêts qu'ils ne cessaient pas de représenter comme mes inspireurs et les instigateurs de la politique de mon gouvernement—they savaient au moment même où ils parlaient que ces intérêts les soutenaient dans la lutte, bien déterminés à assurer leur élection. Ils savent que s'ils siègent aujourd'hui sur les banquettes d'en face, c'est grâce aux influences qu'ils ont dénoncées. Ils savent que quelques-uns des chefs de ces intérêts ont été favorisés par eux déjà, même depuis qu'ils sont au pouvoir. Ils savent que pendant ce temps on a fait très peu, absolument rien, sauf bien entendu ce qui était la politique de l'ancien gouvernement pour les sans-travail sur lesquels ils répandaient des larmes abondantes pendant la dernière campagne. Si on n'a rien fait pour eux, on a fait beaucoup pour d'autres. On a témoigné une grande reconnaissance pour ces hommes très riches qu'ils couvraient de tout le ridicule dont ils disposaient et qu'ils dépeignaient comme nos protecteurs et nos amis. Or, s'ils veulent tenir les promesses qu'ils ont évidemment faites à ceux qui les ont mis où ils sont, ils peuvent le faire beaucoup mieux maintenant qu'à l'époque où ils les faisaient. S'ils sont opposés à la mainmise et à l'exploitation par l'Etat, au moins qu'ils n'aillent pas pré-